



Le Jura, toujours plus tourné vers l'extérieur

Le Jura était et demeure un département très industriel. Particulièrement touché par la crise, l'emploi industriel a fortement chuté mais reste encore très présent. Le secteur tertiaire s'est développé ces dernières années, moins qu'en France, sans pour autant compenser les pertes d'emplois industriels.

La proximité de pôles d'emplois dynamiques comme ceux de Dijon ou Besançon, ou encore ceux de la Suisse, attirent dans le Jura de nouveaux ménages. Ils s'y installent sans forcément y travailler, plutôt à la recherche d'une meilleure qualité de vie et d'un prix du foncier plus favorable. Ainsi, un Jurassien sur cinq travaille à l'extérieur du département : le Jura se résidentialise.

Le département peut compter sur le tourisme vert et les sports d'hiver, atouts actuels et à venir. Il détient notamment la plus grande capacité d'accueil en camping de la région, située principalement dans la région des Lacs.

Madeline Bertrand, Jean-François Louis, Philippe Rossignol, Insee

Associer le Jura à ses montagnes, ses lacs et à sa forte vocation industrielle est nécessaire pour comprendre les dynamiques socio-économiques passées qui ont longtemps maintenu l'emploi industriel dans l'espace rural. Aujourd'hui, la crise industrielle a transformé et déplacé le marché du travail.

Les trajectoires territoriales sont contrastées : les principales villes peinent à maintenir leur population, l'emploi industriel a chuté dans le sud du Jura et le tourisme se développe dans le Pays des Lacs et le parc naturel régional du Haut-Jura.

Le département est dorénavant davantage tourné vers l'extérieur : les Jurassiens sont de plus en plus nombreux à se déplacer pour travailler, notamment en dehors du département, ouvriers de l'industrie ou salariés du tertiaire. Le développement des échanges avec les pôles d'emplois des départements limitrophes et de la Suisse ainsi que la tertiarisation de l'emploi en zones urbaines tissent de nouvelles dynamiques.

Des pertes d'habitants parfois importantes, notamment dans le sud

Au 1^{er} janvier 2016, le Jura compte 260 517 habitants. Sur ses 4 999 km², plus d'un quart est situé en zone de montagne, la

forêt et les espaces naturels recouvrent près de la moitié du département.

Après plusieurs décennies de croissance, le début des années 2010 constitue un point de retournement quant à l'évolution de la population jurassienne. La baisse amorcée il y a six ans devrait se poursuivre : le solde migratoire positif ne réussirait plus à compenser le solde naturel de plus en plus négatif. Les pertes de population sont plus marquées dans un triangle formé par Champagnole, Poligny, Salins-les-Bains et dans le sud du département (*figure 1*). Le territoire de Saint-Claude est particulièrement touché : plus de 2 % d'habitants en moins par an ces dernières années.

Si le vieillissement est globalement modéré, le département est traversé par une large diagonale Sud-Ouest/Nord-Est, englobant Saint-Amour, Lons-le-Saunier, Champagnole et Salins-les-Bains qui présente un vieillissement marqué. À l'inverse, les territoires des Hauts-de-Bienne d'une part et de l'est de Dole d'autre part sont assez jeunes. Ces territoires en croissance démographique attirent des familles et de jeunes actifs, qui viennent s'installer pour travailler hors du département, en Suisse pour les premiers, à Dijon ou à Besançon pour les seconds.

Des services de proximité et de la gamme intermédiaire en hausse

Les habitants disposent de nombreux services et commerces. Quatre principaux pôles d'équipements structurent cette offre : Lons-le-Saunier, Dole, Saint-Claude et Champagnole. Le Jura est le deuxième département de la région

Le Jura en 5 chiffres

1/5 actif dans l'industrie

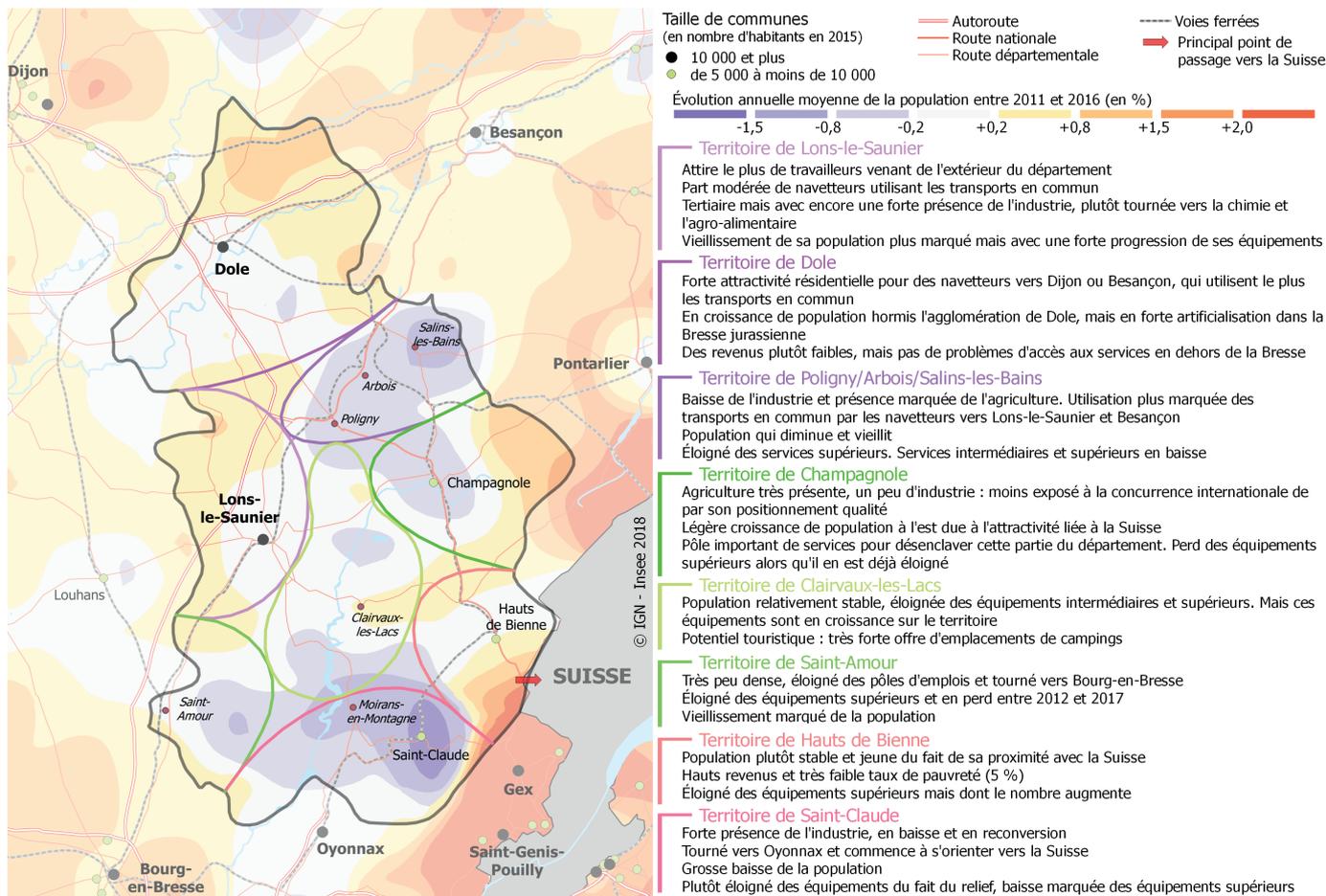
1/5 actif travaille hors du Jura

6,5% de taux de chômage contre 9,1 % en France

30% des emplacements de campings de la région

10% des exploitations et surfaces agricoles en agriculture biologique

1 Le Jura, très tourné vers les pôles d'emplois extérieurs



en termes d'augmentation des services de proximité, avec 12 % de plus entre 2012 et 2017 contre 15 % en moyenne métropolitaine. Les services de la gamme intermédiaire progressent également, même si le Jura était déjà le département de la région le mieux équipé en 2012. Pour maintenir et attirer des habitants, et accueillir des touristes, le Jura peut donc miser sur ces bons niveaux d'équipements, les meilleurs de la région.

La situation est toutefois moins favorable en ce qui concerne les équipements supérieurs. Si le pôle de Champagnole permet de désenclaver des communes éloignées des grands centres urbains, il partage par contre, avec celui de Saint-Amour, des temps d'accès à certains équipements parfois très élevés. Par exemple, le temps d'accès à la maternité la plus proche dépasse les trente minutes. Ce sont par ailleurs, des territoires aux revenus assez faibles, à la population plus âgée et où la part d'actifs habitant et travaillant dans le même territoire est importante.

Un actif sur cinq travaille en dehors du Jura

Le nombre d'actifs résidant et travaillant dans le Jura varie de 89 900 en 2010 à 86 250 en 2015, soit une baisse de 4 %. Simultanément, le nombre d'actifs habitant le Jura mais travaillant en dehors progresse deux fois plus

vite, de 9 %, et passe de 18 800 en 2010 à 20 500 en 2015. Plus d'un actif sur cinq travaille et dépend désormais de pôles d'emplois extérieurs au Jura (figure 2).

D'une part, face à la baisse de l'emploi dans le département, les habitants se sont tournés vers des pôles d'emplois souvent moins affectés par la crise. D'autre part, de nouveaux habitants sont venus s'installer dans le Jura afin de bénéficier de conditions de vie ou du prix de l'immobilier plus favorables, tout en travaillant à l'extérieur du département.

Cette déconnexion croissante entre la localisation de l'emploi et de la résidence explique en partie le faible taux de chômage, 6,5 % au troisième trimestre 2018, quatrième meilleur taux de chômage parmi l'ensemble des départements français et le meilleur de la région. Cependant, cette déconnexion rend difficile le recrutement dans certaines entreprises jurassiennes. De plus, la question du renouvellement de la main-d'œuvre se posera à terme dans un département qui pourrait voir sa population en âge de travailler diminuer de plus de 28 000 personnes d'ici 2050.

L'essor du travail frontalier vers la Suisse

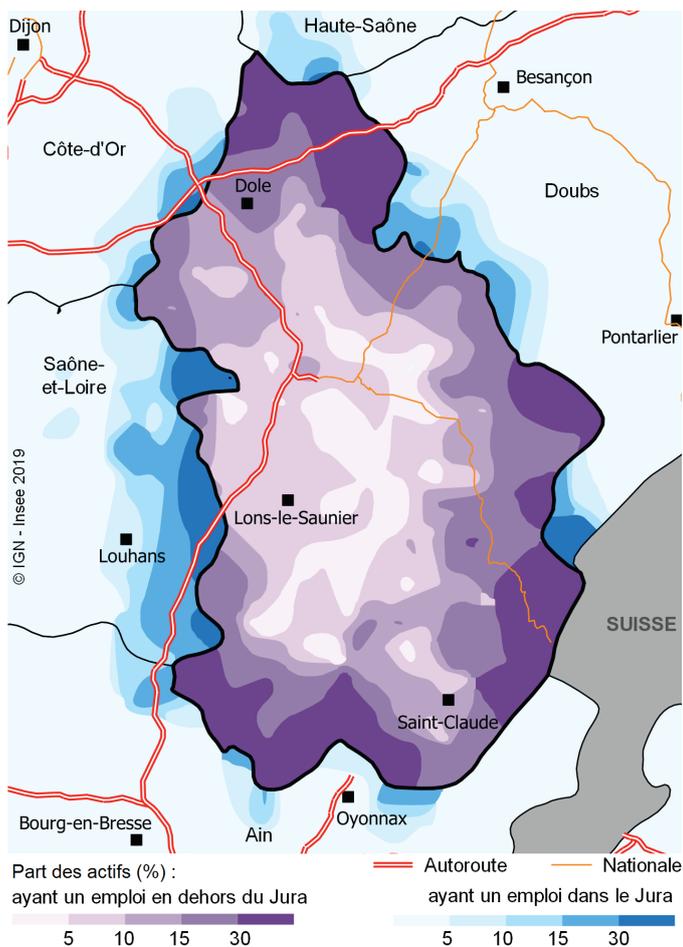
Facilité par un savoir-faire industriel reconnu et une même identité linguistique, le travail frontalier vers la Suisse s'est développé. Il

concerne essentiellement le territoire des Hauts-de-Bienne et des Rousses, ainsi que l'est du plateau de Nozeroy. Aujourd'hui, plus de 5 300 habitants du Jura vont travailler en Suisse, principalement vers Nyon et surtout vers le pôle horloger du Chenit, là où la densité d'emplois est élevée. C'est donc sans surprise que ce territoire présente les niveaux de revenus les plus élevés du département. De plus en plus d'habitants, particulièrement des jeunes, viennent s'y installer, malgré un accès aux équipements contrasté, confrontant le territoire aux enjeux de la résidentialisation. Enfin, des axes de coopération pourraient se développer sur d'autres intérêts communs, notamment au sein du territoire de coopération du Haut-Jura franco-suisse – Vallée de Joux.

Des axes de communication très sollicités

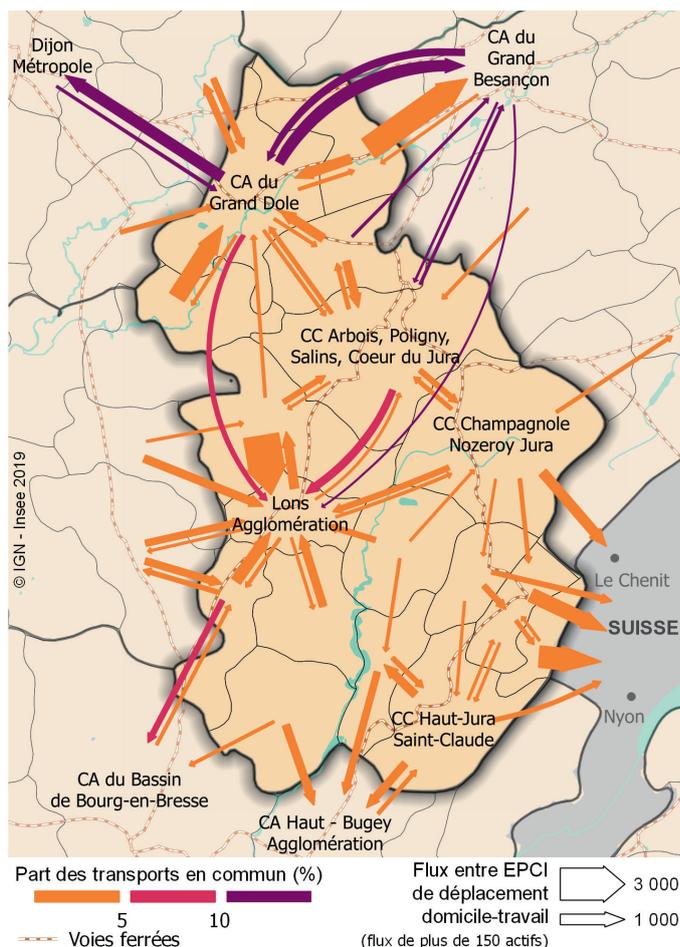
Les déplacements domicile-travail mettent en évidence une mobilité départementale déséquilibrée sur un axe Est-Ouest : Besançon et ses alentours accueille plus de 4 000 navetteurs en provenance des territoires du nord du Jura alors que, Dijon et ses alentours, attirent chaque matin un millier de personnes provenant du territoire de Dole (figure 3). Les transports en commun, notamment le réseau ferré, sont les plus utilisés sur les axes

2 Deux fois plus d'actifs quittent le département quotidiennement



Source : Insee, Recensement de la population 2015

3 Des transports en commun peu utilisés par les nombreux navetteurs



Source : Insee, Recensement de la population 2015

Dole-Besançon et Dole-Dijon. Ils ne représentent toutefois qu'entre un cinquième et un quart de la totalité des déplacements. Ces navetteurs travaillent essentiellement dans le tertiaire ; plutôt dans le commerce et les services pour ceux qui travaillent sur Dijon, plutôt dans l'administration publique pour ceux qui se rendent à Besançon.

Dans les autres territoires, les navetteurs utilisent quasi exclusivement les moyens de transports individuels. Ainsi, plus de 3 300 Jurassiens travaillent dans l'Ain chaque jour. Les communes du territoire de Saint-Amour sont polarisées par Bourg-en-Bresse qui attire principalement des actifs du tertiaire. Les résidents de Saint-Claude, en majorité ouvriers de l'industrie, se rendent au pôle industriel d'Oyonnax.

Un tissu productif toujours industriel, à l'image de la zone d'emploi de Saint-Claude

Parmi les 96 700 emplois du département en 2015, plus de 20 000 relèvent de l'industrie. Un actif sur cinq travaille dans ce domaine, principalement dans la métallurgie ou les industries plastiques, chimiques ou du bois. Cette forte spécialisation a fragilisé le tissu économique : depuis le début des années 2010, plus de 10 % des emplois industriels ont été détruits. En

25 ans, c'est même plus de 10 000 emplois qui ont disparu. L'industrie occupait alors un actif sur trois dans le département (figure 4). C'est encore le cas dans la zone d'emploi de Saint-Claude où près d'un tiers des actifs travaillent actuellement dans l'industrie. Cette zone est une des plus industrielles de France qui ne compte en moyenne que 12 % des actifs dans ce secteur. Près des deux tiers des disparitions d'emplois industriels du département relèvent de la zone d'emploi de Saint-Claude. Sa spécialité, la fabrication de pipes, a perdu les trois quarts de ses emplois. Dans le territoire des Hauts-de-Bienne, les trois quarts des emplois industriels détruits depuis 1990 concernent la fabrication de lunettes. Et, dans la « Plastic Valley », si le volume des emplois est également en baisse, il reste considérable pour les territoires du sud du Jura et du Haut-Bugey dans l'Ain, avec plus de 15 000 emplois industriels.

Un tertiaire porté par Lons-le-Saunier et qui peine à se développer

La totalité des emplois disparus dans l'industrie n'a pas pu être absorbée par le secteur tertiaire. En l'absence de pôles urbains d'importance, celui-ci s'est développé dans les années 2000, mais proportionnellement moins que sur le territoire français. Le tertiaire occupe

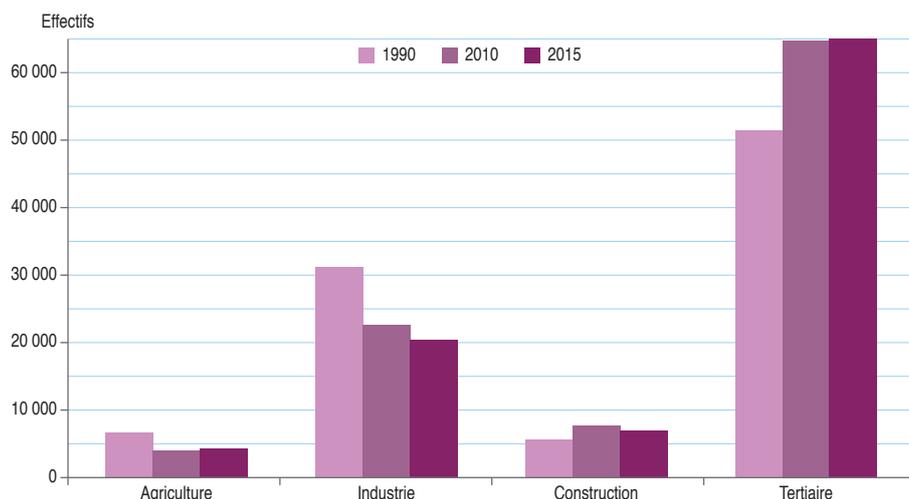
67 % de la population active jurassienne en 2015, contre 77 % en France métropolitaine. En effet, depuis 2010, le secteur est relativement stable et se concentre sur la faible armature urbaine de l'ouest du département, avec Dole et surtout Lons-le-Saunier.

Lons-le-Saunier est le seul territoire attirant plus de navetteurs de l'extérieur du département qu'il n'en part travailler en dehors. Bien que les infrastructures de transport, essentiellement portées sur l'ouest, l'aident à jouer son rôle de pôle urbain, moins de 10 % des trajets domicile-travail vers Lons-le-Saunier se font en transports en commun. De taille modeste au regard d'autres préfectures, Lons-le-Saunier concentre toutefois une grande part des activités tertiaires du département, notamment dans l'administration. Par ailleurs, les industries agro-alimentaires continuent d'y occuper une place importante : un tiers des emplois du département de ce secteur sont dans l'aire urbaine.

Des productions agricoles de qualité soutiennent l'emploi agricole

Comme partout en France, l'agriculture jurassienne poursuit sa concentration : moins d'exploitations et une surface agricole utile qui se stabilise à un peu moins de 190 000 ha. Le secteur agricole emploie plus de 4,5 %

4 L'agriculture et le tertiaire se maintiennent, l'industrie en baisse



Source : Insee, Recensements de la population 1990, 2010 et 2015

de la population active contre 2,7 % pour la France métropolitaine. Fait remarquable, il progresse entre 2010 et 2015 de près de 300 personnes pour atteindre 4 400 actifs en 2015.

Les petites structures productives du Jura, entreprises individuelles ou coopératives, sont peu ou pas concurrencées. Elles élaborent des productions à forte valeur ajoutée, lait, fromages, vins, volailles, reconnues par des

certifications et des labels. Ainsi, la quasi-totalité des 509 communes du Jura valorisent au moins une des quatorze AOC/AOP du département. Par ailleurs, avec légèrement plus de 10 % de sa surface agricole en agriculture biologique, le Jura fait deux fois mieux que la moyenne régionale. Il se positionne à la 20^e place des départements français : une exploitation sur dix pratique une agriculture biologique.

Un fort potentiel touristique, notamment dans le Pays des Lacs

Pour le 11^e département le moins artificialisé de France métropolitaine, le tourisme représente 3 200 emplois, soit 3,5 % de la population active du Jura. Ses grands espaces naturels, ses montagnes, ses lacs, ainsi que ses vins et fromages offrent un fort attrait touristique qui pourrait être encore davantage exploité.

Tourné vers la nature, le département offre la première capacité d'accueil de la région en campings : les 7 500 emplacements du Jura représentent 30 % des emplacements de Bourgogne-Franche-Comté. La majorité des campings sont implantés au cœur du département, dans le Pays des Lacs, de Moirans-en-Montagne à Champagnole. Dans ces territoires, la part de l'emploi touristique dépasse les 6 % de l'emploi total.

Les hôtels, offrent une bien plus faible capacité d'accueil, avec moins de 2 000 chambres. Ils sont principalement implantés dans le territoire des Hauts-de-Bienne au sein du parc naturel régional du Haut-Jura. C'est d'ailleurs dans ce territoire de montagne que l'emploi lié à la présence de touristes est le plus élevé : un millier, en moyenne annuelle. Par ailleurs, Poligny, Arbois et le site Unesco de Salins-les-Bains peuvent aussi compter sur leur capacité hôtelière. ■

Sources

La **Connaissance locale de l'appareil productif (Clap)** est une source sur l'emploi salarié au lieu de travail. Le dispositif d'**Estimations d'emploi localisées (Estel)** couvre l'emploi total.

Les **projections de population** à l'horizon 2050 sont obtenues à partir de la modélisation **Omphale 2017**, sur la base d'hypothèses 2018 d'évolution de la fécondité, de la mortalité et des migrations.

La **base permanente des équipements (BPE)** fournit le niveau d'équipements et de services rendus par un territoire à la population. Le distancier **Métric** fournit les temps d'accès à ces équipements.

Le **recensement de la population (RP)** fournit des statistiques sur le nombre d'habitants et sur leurs caractéristiques.

L'**enquête de fréquentation dans l'hôtellerie et l'hôtellerie de plein air** observe la fréquentation touristique et la capacité d'hébergement

(en partenariat avec la Direction Générale des Entreprises et le Comité Régional du Tourisme).

L'Agence française pour le développement et la promotion de l'agriculture biologique (**L'agence bio**) élabore des données à partir de différentes sources, notamment les relevés effectués par les organismes certificateurs.

La base de données géographique **Corine Land Cover** est un inventaire biophysique de l'occupation des terres produit dans le cadre du programme européen d'observation de la terre.

L'**Institut national de l'origine et de la qualité (INAO)** fournit les aires géographiques des appellations d'origine contrôlées (AOC) et protégées (AOP).

Pour en savoir plus

- Bertrand M., « Département du Jura : un accès facile aux services, à l'exception de six territoires », *Insee Analyses Bourgogne-Franche-Comté* n° 18, juillet 2017.
- Louis J-F., « Le Jura pourrait compter 252 600 habitants à l'horizon 2050 », *Insee Flash Bourgogne-Franche-Comté* n° 62, septembre 2018.
- Chassard M., René Y., Ville H., « Déclin marqué ou affirmation de leur rôle central, les destins contrastés des petites villes de Bourgogne-Franche-Comté », *Insee Analyses Bourgogne-Franche-Comté* n° 31, avril 2018.
- Charton C., Bouriez M., René Y., Hmamda N., « Arc jurassien franco-suisse : quatre territoires pour une coopération diversifiée », *Insee Analyses Bourgogne-Franche-Comté* n° 44, novembre 2018.

